

# *contre-courant*

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Huitième année----- NUMERO 30 ----- Avril 2001

DANS CE NUMERO:

- ? [Le budget présenté par Khatami, c'est une suite de celui de Rafsandjani](#)
- ? [Les protestations ouvrières doivent prendre un caractère national](#)
- ? [Les fausses manœuvres](#)
- ? [Gueuserie des « réformateurs »](#)
- ? [Selon un sondage, il n'y a plus d'illusion sur l'Assemblée des "réformes"](#)
- ? [La République islamique ne fait qu'aggraver les calamités sociales](#)
- ? [Le régime de la République islamique est irréformable](#)
- ? [Le monstre mangerait son rejeton](#)
- ? [Comment s'est passée la journée de l'étudiant?](#)

---

## Le budget présenté par Khatami, c'est une suite de celui de Rafsandjani

Khatami a présenté le dernier budget de son mandat à l'Assemblée (l'année iranienne commence le 21 mars). Il a profité de l'occasion pour donner le bilan économique de sa présidence de la République. Il a affirmé que ces quatre dernières années la PNB a eu une croissance stable et elle continuera cette année. Selon lui, la progression de la PNB a été suivie par une meilleure redistribution des revenus. Khatami a prétendu que le taux d'inflation a continuellement baissé pendant son mandat et il sera de 15% pour cette année. Il a également dit que le taux de chômage a chuté. Cette baisse sera poursuivie pour atteindre moins de 12% de la population active. Il a annoncé la hausse des investissements. ? la fin de son long discours, Khatami a déclaré que les dettes extérieures du pays ont été remboursées, les différents taux de change des devises supprimés et la monnaie nationale a été stabilisé. Il a dit que le nombre d'analphabètes a baissé et celui d'étudiants augmenté. Il a annoncé que l'espérance de vie a été améliorée, des routes ont été construites dans les milieux ruraux. Selon lui, 252 projets des réseaux d'eau ont été soit étudiés soit réalisés. Khatami a parlé de l'exploitation de 5 barrages et de 2300 projets industriels qui ont créé 44800 emplois. Bref, Khatami a prétendu que tout cela démontre l'amélioration de la situation économique. Pour lui, cela est bien constaté par la baisse des prix qui est le « signe » de la réussite économique de la République islamique, laquelle a traversé les crises. Chacune de ces crises, a-t-il dit, pouvait troubler gravement l'ordre de la société.

Concernant le budget de l'année 1380 (= du 21 mars 2001 au 20 mars 2002), Khatami a prétendu qu'il fera améliorer l'économie du pays par les productions pétrochimiques, de l'acier et l'exportation des produits non-pétroliers.

Après avoir entendu le long discours et la présentation du budget de 1380 que Khatami a faits à l'Assemblée, l'on pouvait se demander de l'économie de quel pays parle-t-il ?! S'il parlait d'économie de l'Iran, la baisse du chômage, la meilleure redistribution des richesses, la réduction du nombre d'analphabètes et l'augmentation de l'espérance de vie en Iran ne sont que d'ignobles mensonges. Un petit coup d'œil à la situation matérielle des gens, une brève réflexion sur les désastres sociaux et le nombre sans cesse en augmentation des enfants obligés de quitter leurs études démentent les déclarations du monsieur le président. Khatami parle par démagogie d'une meilleure redistribution des richesses alors que pendant son mandat l'écart entre les riches et pauvres n'a cessé de s'aggraver. Même ses sympathisants ont récemment avoué que 85% des richesses du pays sont possédées par 15% d'individus. La toxicomanie, la prostitution et les petits boulots ont continué à monter. Les jeunes sont au chômage et n'ont aucune perspective sur l'avenir. Des dizaines de milliers d'ouvriers n'ont même pas reçu leur salaire sur plusieurs mois, voire plus d'une année. Des milliers d'ouvriers sont stressés par la perte de leur emploi. Des millions de chômeurs n'ont aucune ressource. De quoi faut-il qualifier les déclarations de Khatami sinon du charlatanisme ?

La faction de Khaménéï (guide suprême à vie du régime) exigeait, elle aussi par démagogie, l'amélioration de la situation économique. Elle entendait contrer ainsi la faction adverse. Cette dernière, la faction de Khatami, ne cessait de dire que le développement politique du pays doit se faire avant celui de l'économie afin de permettre les investissements et la croissance économique. Maintenant que les « réformes » à l'islamique de Khatami sont tombées dans une impasse (même quelques sympathisants de Khatami ont été emprisonnés), monsieur le président ne fait que délirer. L'on dirait que les problèmes économiques des gens ont été résolus automatiquement, tout au moins par le fait que monsieur Khatami est devenu président de la République islamique ! L'on dirait que des milliers d'ouvriers qui font grève, barrent les routes et organisent des manifestations et sit-in, les font par plaisir ! Ils les font peut-être parce que la redistribution des richesses est meilleure ! Les récentes protestations des ouvriers de la pétrochimie, au Sud du pays ou celles des Machines - Sazie - Tabriz ont été faites parce qu'ils n'ont plus de difficultés ! Des milliers de femmes se prostituent aussi pour leur plaisir !! Plus de trois millions de toxicomanes en Iran est un signe de l'augmentation de l'espérance de vie ! Les statistiques terribles de suicide, de dépression, d'enfants de rues et d'autres réalités sociales de ce genre démontrent, toutes, la santé en béton de la société islamique.

Il est improbable que la réalisation du budget de 1380 apporte plus aux masses populaires d'Iran que cela n'était le cas durant ces trois années et demie. Le budget de Khatami est basé sur le troisième plan du développement, un plan appelé celui du « développement économique ». Les principales clauses de ce budget sont en faveur des appareils de répression et des capitalistes intérieurs et internationaux pour exploiter davantage les ouvriers et piller plus les richesses naturelles du pays. L'ex-président de la République islamique, Rafsandjani, a été dénommé « le commandant constructeur ». Khatami veut continuer les politiques économiques catastrophiques du « commandant constructeur ». Il ne fera qu'appliquer les directives de la Banque mondiale. Les programmes économiques de Khatami ne sont que des copies de seconde main de Rafsandjani. Khatami est arrivé à la tête de l'exécutif avec le slogan des « réformes » politiques de l'État religieux. Il voudrait bien dissimuler son échec total dans ce domaine par des mensonges et vilénies sur ses réussites économiques. Le second « commandant constructeur » est bien là.

---

# Les protestations ouvrières doivent prendre un caractère national

En Iran, les protestations et luttes ouvrières ne cessent de se multiplier. Elles ont de différentes formes. Les grèves, sit-in, barrages de routes, rassemblements devant les usines, directions du travail et préfectures sont les formes que les ouvriers optent pour leur combat et faire entendre leurs revendications. Il y a eu même un rassemblement devant la présidence de la République à Téhéran. Ce rassemblement a eu lieu le 25 novembre. Organisé par les ouvriers de Jamko, ces derniers ont exigé les salaires impayés depuis 1999. De plus, le patron de cette entreprise, déjà emprisonné pendant un an pour abus financier et vols aggravés, refuse de reverser les cotisations de la Sécurité sociale ; ce qui a entraîné le non - renouvellement des cartes de santé des ouvriers. Les principales revendications des luttes ouvrières actuelles sont : paiement des arriérés de salaire, arrêt des licenciements et interruption des fermetures d'usines et des privatisations. Malgré toute la censure, les médias relatent toutes les semaines les nouvelles d'une grève, d'un sit-in ou d'une manifestation ouvrière ici ou là dans le pays. Par exemple, les ouvriers de l'entreprise Mohtacham (fabrication de tapis mécaniques, située à Kachan) ont profité de la visite du ministre de la justice dans cette ville pour protester contre 6 mois d'arriérés de salaire. Lorsque le ministre parlait, les ouvriers ont demandé le paiement immédiat de leur salaire. Les ouvriers de la ville de Neychabour avaient choisi un rassemblement devant la sous-préfecture, ceux de l'entreprise Andicheh, une manifestation devant le bureau d'Eskan et finalement à Ispahan, 1500 ouvriers licenciés de Simin sont descendus dans les rues environnantes de l'usine. D'autres mouvements de ce genre ont eu lieu un peu partout.

Tous les récents mouvements résultent d'insupportables mesures que les capitalistes ont imposées aux ouvriers. Les licenciements et fermetures partielles ou totales d'entreprises par le patronat soit pour de futilles raisons, soit pour faire circuler les capitaux dans les réseaux boursiers et spéculatifs, soit pour faillites et soit pour incapacité de concurrence avec l'étranger causent les mêmes effets catastrophiques aux ouvriers. Le chômage, la famine et surtout l'inexistence d'un système de couverture sociale mettent en désarroi total les ouvriers et leurs familles. Selon les responsables de la Maison de l'ouvrier (une organisation d'Œat) les salaires des ouvriers actifs couvrent le cinquième des besoins minima d'une famille de 5 membres, majoritaires parmi les familles ouvrières d'Iran. Même ce salaire n'est plus payé. C'est pourquoi la pauvreté et la peur du chômage frappent de plein fouet les ouvriers d'Iran. Les conditions insupportables de vie ouvrière, en plus des salaires mythiques et des abus de millions de tomans (1\$ US = 800 tomans) des patrons de sociétés mettent en colère les ouvriers et les amènent à étendre leurs protestations.

Maintenant, les grèves, sit-in, marches, barrages de routes et rassemblements devant les organismes d'Œat sont devenus les formes courantes des protestations ouvrières en Iran. Le problème est que toutes ces protestations, bien que déterminées et radicales, sont encore individuelles. Les ouvriers d'une entreprise quelconque protestent souvent contre les mêmes difficultés que leurs collègues d'une autre entreprise. Ceci est le défaut actuel du mouvement ouvrier. Même pour des revendications syndicales, le mouvement ouvrier doit prendre un caractère national pour que les ouvriers de tout le pays expriment leurs revendications similaires en même temps. Les contextes sont prêts pour que ce pas soit franchi. Les ouvriers choisissent de plus en plus la voie des luttes pour leurs revendications. Il y a même de la conscience et de la direction au cœur de ces combats. Il faut seulement lier tous ces mouvements isolés. Le mouvement ouvrier doit entrer de plein pied dans la lutte contre les

licenciements, pour le droit au travail et à la sécurité sociale. Un tel mouvement qui aura été mis en relation avec le mouvement politique des couches travailleuses de la société fera agenouiller la République islamique.

---

## Les fausses manœuvres

Certains groupes et journaux adeptes de Khatami ont parlé récemment de référendum sur les « réformes ». Ali Mazrouii, un député de l'Assemblée réactionnaire islamique et dirigeant d'un groupe partisan de Khatami a dit dernièrement : « Si la faction minoritaire veut barrer la route aux réformes en employant les possibilités du pouvoir afin d'empêcher la réalisation de la volonté du peuple et afin de saboter les réformes, les réformateurs n'auraient d'autre choix que de demander un référendum sur les réformes. Le résultat de celui-ci dessinera le chemin que le régime doit suivre. » Il a ensuite précisé : « Les réformateurs ne veulent qu'accroître la légitimité et l'efficacité du régime. Ils pensent que les manques actuels du système dans divers domaines demandent justement des réformes. »

Il n'y a l'ombre d'un doute que les groupes du « front du deux khordad » (ainsi sont appelés les sympathisants de Khatami - deux khordad, jour de « l'élection » de Khatami selon le calendrier iranien) ne veulent que la continuation de la République islamique. Ils s'efforcent de la sauver du déclin et de l'effondrement. C'est une réalité connue maintenant par toutes et tous. Ce qui attire toutefois l'attention dans les propos du député islamique Mazrouii est que poser la question du « référendum » sur le « problème des réformes » est hors de toute convenance. Si ce monsieur député avait demandé un référendum quelques mois après l'arrivée de Khatami à la présidence, il y aurait eu peut-être quelques personnes inconscientes et inexpérimentées politiquement qui auraient pris au sérieux cette proposition. Car il y a plus de trois ans, des gens avaient quelques illusions sur les prétentions réformatrices de Khatami et de sa faction. De plus la faction adverse avait subi un échec. Il y a trois ans, un référendum sur les « réformes à l'islamique » aurait fait reculer la faction vaincue. La proposition de référendum, trois ans après, ne fait qu'un objet de risée de plus pour même des gens qui avaient des illusions sur la faction de Khatami. Car ils ont bien constaté que le « réformisme » de monsieur Khatami et de ses amis n'en est pas un ! Les masses populaires ont bien remarqué que les « réformateurs » islamiques n'arrivent même pas à tenir les petits changements qu'ils avaient tant promis. Les gens ont bien vu que les « réformateurs » sont tellement peureux qui ne résistent même pas aux attaques de la faction adverse. La faction « réformatrice » du régime est réactionnaire à ce point qu'elle ne veut guère que les gens interviennent et aient un rôle. Ils ont bien peur de ce genre d'intervention. En plus, ces trois dernières années, chaque fois que les gens ont voulu se charger d'affaires qui les regardent, les deux factions du régime se sont données la main pour les réprimer.

Les « réformateurs » ont été incapables de telle sorte qu'ils ne se sont même pas défendus quand la faction adverse les a attaqués. On leur a interdit les journaux, ils n'ont rien dit ; on a mis leurs amis en prison, ils n'ont rien fait ; on a perturbé leurs réunions, ils n'ont pas protesté ; on les a battus, ils ont pris la fuite. Plus la faction adverse s'en est pris aux « réformateurs », plus ces derniers ont reculé ou à la rigueur, publié des communiqués pour inviter tout le monde à « l'apaisement actif » ! Maintenant Khaménéï, guide du régime, a repris les slogans des « réformateurs » et les « réformes » doivent désormais être dirigées par les chefs des trois pouvoirs plus Rafsandjani et Khaménéï lui-même !

L'on dirait que monsieur le député vient de se réveiller, car maintenant que le glas des « réformes » a été sonné, il demande un référendum sur le « problème des réformes ». C'est une demande vide de tout sens. Du point de vue des intérêts des gens, demander un référendum sur les « réformes » n'est pas qu'une fausse manœuvre, c'est aussi de la démagogie.

Un référendum se fait dans un pays où les libertés existent et où le vote des gens a de la valeur, au moins dans le cadre du système capitaliste. Or il n'y a pas de liberté en Iran et la classe dirigeante ne donne aucune importance à l'avis des gens. Elle dirige le pays par la dictature ouverte. Parler du référendum dans un tel régime, sous quelque forme que cela soit, n'est que de l'hypocrisie. Pour que les avis des gens soient pris en compte en Iran, la première condition est de renverser le régime de la République islamique avec toutes ses factions. Seulement par le renversement de ce régime antidémocratique et réactionnaire, les gens peuvent décider du système qu'ils désirent. Alors quel est le but des partisans de Khatami en proposant le référendum ? Veulent-ils faire reculer la faction adverse ? La réponse est négative. Les deux factions du régime savent bien que demander un référendum n'est qu'une fausse manœuvre. Les frictions des deux factions en ces trois dernières années ont très bien montré, à l'une et à l'autre, ce qu'elles peuvent faire.

Les factions du régime poursuivent en réalité autre chose. Il ne reste pas grand-chose du mandat présidentiel de Khatami. Tout le monde est d'accord pour dire que des changements n'ont pas eu lieu et les promesses n'ont pas été tenues. Ni l'exécutif, ni le législatif, occupés majoritairement par la faction de Khatami, n'ont pratiquement rien fait dans la voie des changements. Les adeptes de Khatami cherchent à trouver une solution pour que les gens aillent de nouveau aux urnes. Proposer un référendum sur les « réformes » est en fait un slogan de campagne pour la faction de Khatami. Elle pense que ce slogan peut attirer plus de monde aux urnes. Mais la majorité écrasante des gens, qui ont eu l'expérience de ces trois dernières années, savent bien que le référendum des « réformes » n'est qu'une fausse manœuvre. Non seulement les « réformateurs » de la faction de Khatami n'en sont pas de véritables, en plus le régime de la République islamique n'est pas réformable. Le changement de la situation actuelle en Iran exige avant tout une révolution.

---

## Gueuserie des « réformateurs »

La période des prétentions réformatrices de la faction de Khatami touche à sa fin. C'est pourquoi les slogans, revendications, stratégies et tactiques des groupes se trouvant dans cette faction changent de face. Le slogan de combattre la faction adverse s'est transformé en rapprocher celle-ci. La faction "réformatrice" du régime veut maintenant abaisser ses revendications à un niveau tel qu'elles soient acceptables par la faction adverse. Les réformateurs disent qu'il faut mettre fin aux excès, priver les "réformateurs radicaux" d'initiative et la confier aux "modérés des deux factions." Ils croient que les querelles des deux factions ne doivent pas servir les groupes radicaux, ceux qui veulent renverser le régime. Les discours et interviews récents des membres de la faction de Khatami sont assez clairs sur ce point. Ali Chakourirad, vice-secrétaire de la faction du deux khordad (allusion à la date de "l'élection" de Khatami selon le calendrier iranien), a dit que le dilemme actuel est bien la polarisation de la situation. Il a exprimé son désir de frustrer les "radicaux" d'initiative et de donner aux "modérés des deux factions" principales du régime. En parlant d'une commission chargée de définir la stratégie des "réformateurs", Chakourirad a dit: "Je pense que nous sommes actuellement dans une situation polarisée. Les modérés des deux factions n'ont pas assez de marge pour manœuvrer. Je pense qu'il faille enlever l'initiative de diriger les actions

politiques aux radicaux et la confier aux modérés. Car ces derniers agissent avec moins de dégâts. Les querelles des deux factions ne doivent pas entraîner le leadership des radicaux." Les mêmes propos ont été prononcés par le leader d'une organisation estudiantine proche de la faction de Khatami. Ce dernier a dit: "Il faut renforcer le point de vue réformateur face aux groupes radicaux et celles et ceux qui luttent pour le renversement du régime." Il faut "modérer les revendications" afin de "proposer une vie politique pacifique dans la société", a-t-il continué.

La faillite politique des "réformateurs" atteint un summum. C'est bien eux qui parlaient de réforme, de liberté et de société civile. Leur nature réactionnaire ne leur a permis ni de suivre les revendications populaires ni de résister à la faction adverse. C'est pourquoi ils ont reculé, voire combattu, dès qu'un mouvement populaire s'est déclenché avec ses propres revendications radicales. Plus les réformateurs ont reculé devant la faction adverse, plus leur marge de manœuvre face à celle-ci a rétréci. Ils ont sans cesse rebroussé chemin. Ils abaissent maintenant leurs revendications pour qu'elles soient acceptées par la faction adverse. Il y a trois ans, le journal Ressalat, un des journaux de la faction adverse, demandait la même chose aux réformateurs: confier l'initiative aux "modérés des deux factions"; c'est-à-dire des personnalités comme Khaménéï, guide du régime, Rafsandjani, ex-président de la République islamique, Karroubi, président de l'Assemblée islamique et Khatami lui-même. Les réformateurs veulent se débarrasser des couches inférieurs de leur propre rang, celles qui ont encore des illusions sur le succès des réformes. Ils veulent ainsi s'épargner des foudres de la faction adverse. Il est improbable que les réformateurs réussissent ce dessein, car la faction adverse n'est pas pour les avantages, elle veut la capitulation pure et simple des réformateurs.

---

## Selon un sondage, Il n'y a plus d'illusion sur l'Assemblée des "réformes"

Un journal proche de la faction de Khatami, qui s'appelle "Iran", a publié les résultats d'un sondage sur l'Assemblée, sixième parlement sous le régime de la République islamique. Selon ce sondage, 22% des gens croient que l'Assemblée a "partiellement" satisfait leurs attentes, 44% "un peu" et 34% "pas du tout".

Le sondage dit que 62% des gens pensent que l'Assemblée doit s'occuper plutôt des problèmes économiques, 15% des problèmes politiques, 10% des problèmes culturels et 8% des problèmes sociaux. Il y a eu 60% d'interrogés de moins de 30 ans et 69% avaient des études allant d'un baccalauréat supérieur jusqu'au doctorat.

La publication de ce sondage par un journal comme "Iran", fervent partisan des "réformes", ne confirme que l'échec de l'Assemblée actuelle dans la concrétisation des promesses qui auraient dû améliorer la situation économique et sociale des gens. Il n'y a même pas eu une petite partie des personnes interrogée satisfaites du bilan de l'Assemblée. L'âge et la situation sociale des participants au sondage aurait potentiellement pu leur faire croire que la majorité "réformatrice" de l'Assemblée changerait la donne. Le bilan de celle-ci montre le contraire.

Les "réformateurs" n'avaient cessé de dire qu'ils n'ont pas la majorité à l'Assemblée et cela les infirmait. Ils avaient promis de changer la loi sur la presse votée par leurs prédécesseurs. Ils ont eu la majorité et lorsqu'ils ont voulu changer de loi, le guide du régime a envoyé une lettre demandant l'arrêt de leurs travaux. La majorité "réformatrice" a obéi à cette lettre, car elle est

aussi pour l'Etat religieux dans lequel le guide suprême a le droit de faire des demandes de ce genre. La lettre du guide pour interdire la réforme de la loi sur la presse a démontré que les députés de l'Assemblée, dans un Etat religieux, ne sont que des marionnettes. Des marionnettes qui doivent obéir au guide corps et âme liés. Plus de 20 journaux de la faction "réformatrice" du régime ont été interdits ces derniers mois. Des dizaines de responsables et de journalistes de ces publications ont été soit appelés aux tribunaux soit emprisonnés. Mais ces ex-pasdarans (gardiens de la Révolution "islamique"), ex-tortionnaires et ex-agents du ministère du renseignement (police politique du régime), devenus maintenant journalistes et directeurs de journaux, ont appelé au calme, même de la prison, pour que les "réformes" ne soient pas mise en danger. Le guide arrête le changement de la loi sur la presse et ces "réformateurs" du système islamique accomplissent leurs tâches sacrées à la prison par leurs téléphones portables ou lettres!

Les "réformateurs" islamiques ont participé à la répression du mouvement étudiant de juillet 1999, main dans la main de la faction du guide. Ils ont applaudi les pasdarans et miliciens qui ont effectué des descentes fascistes dans les campus. Ils ont même délaissé des étudiants qui les soutenaient. Ces mêmes "réformateurs" avaient promis qu'en cas d'obtenir la majorité à l'Assemblée, ils voteront une loi interdisant l'entrée des forces militaires dans les universités. Ils ont finalement proposé une loi qui demandera l'autorisation d'un directeur de l'université, s'il est nécessaire que les forces de l'ordre entrent dans une université ! Ils ont même changé le nom de cette loi, de "l'interdiction de l'entrée des forces de l'ordre dans les universités" à "la préservation de la sécurité des universités, écoles supérieures et établissements coraniques".

Les députés "réformateurs" se voient contraints de réduire des contradictions sociales en votant quelques lois sur les affaires juridiques qui concernent les femmes. Les lois réactionnaires et inhumaines actuelles du régime contre les femmes amènent la société au bord de l'explosion. Les statistiques officielles donnent à l'Iran le plus grand nombre de suicide dans le monde. La plupart des tentatives de suicide sont faites par les femmes, surtout les jeunes filles. La toxicomanie, la prostitution, les fugues et le divorce fait des ravages parmi les femmes. Les députés "réformateurs" ont proposé un projet de loi sur l'âge légal minimum du mariage. Selon ce projet, le mariage des filles de moins de 14 ans et des garçons de moins de 17 ans nécessiterait l'autorisation d'un tribunal. Sinon les "réformateurs" pensent, comme les conservateurs de la faction du guide, que la loi islamique qui autorise le mariage des filles à 9 (neuf) ans est bonne. Ils voulaient juste conditionner cet âge de mariage à une autorisation juridique. La loi des "réformateurs" a été bien votée par l'Assemblée, mais le Conseil de surveillance l'a rejeté ! Une autre loi votée par la majorité "réformatrice" de l'Assemblée était la suppression d'interdiction pour les jeunes femmes d'aller poursuivre leurs études à l'étranger après la licence. Bien que des députés "réformateurs" soient allés à la ville sainte de Qom pour en discuter avec des ayatollahs, avant même de la proposer à l'Assemblée, des hauts dignitaires religieux se sont fermement opposés à cette loi. L'ayatollah Makarem Chirazi a écrit une lettre au hodjatoleislam Karroubi, le président de l'Assemblée, pour exprimer son inquiétude, en cas de vote de cette loi. Ce dernier lui a répondu que lui-même n'est pas d'accord avec cette loi. Bref, même si cette loi est votée, elle doit être acceptée par le Conseil de surveillance (une institution dont les membres sont majoritairement désignés par le guide du régime).

Tous ces projets de loi et leur sort ont démontré l'inefficacité de l'Assemblée aux gens qui ont participé au sondage dont il était question au début de l'article. Il est donc naturel que les gens ne soient absolument pas satisfaits du bilan de l'Assemblée islamique à majorité "réformatrice".

L'Assemblée des "réformes" ne fera pas mieux que les précédentes dans les domaines économique, politique et social. Car que les "réformateurs" aient la majorité ou pas, l'Assemblée islamique n'a même pas le rôle d'un parlement bourgeois normal. Ce sont le guide suprême et les institutions à ses ordres qui disent le dernier mot dans l'Etat religieux islamique. Il n'est donc pas étonnant que les députés "réformateurs" n'aient pu ni satisfaire les gens ni même leurs propres partisans. En plus, le front du deux khordad (la faction de Khatami, le président "réformateur" islamique) a pour but la sauvegarde de l'Etat religieux dans lequel le valy - e - faghih (le guide suprême) a toute sa place. Il est donc naturel que les "réformateurs" veuillent faire des lois pour renforcer les fondements du régime religieux. Toutefois sous la pression du mouvement de masses, ils font des promesses vides de tout sens. Le sondage publié dans le journal "Iran" démontre que les gens ont pris conscience du rôle du parlement sous l'Etat islamique et de la fausseté des promesses de ses députés "réformateurs".

---

## La République islamique ne fait qu'aggraver les calamités sociales

La dictature ouverte a entraîné d'innombrables calamités sociales et politiques aux populations d'Iran. Dès son avènement, la République islamique a privé les gens des droits et libertés politiques. L'inexistence des droits démocratiques les plus élémentaires, la dictature, la privation des libertés politiques, la prison, la torture et l'exécution ne sont pas les seuls maux apportés par la République islamique aux masses populaires d'Iran. Il y a bien des calamités sociales qu'il faut ajouter à ce triste tableau. Elles découlent de l'ordre économique, social et politique actuel. Elles n'ont pas causé moins de catastrophes que des crimes politiques du régime. Le plus grand nombre des masses populaires d'Iran subissent des calamités sociales dus au chômage, à la famine, à la pauvreté, à la toxicomanie et à la prostitution. Les enfants de rue sont de plus en plus nombreux. Le nombre de différents crimes et délits est en nette augmentation.

Il n'y a pas de doute que ces fléaux sociaux sont des conséquences de l'ordre économique - social capitaliste; un ordre qui met la richesse, le bien-être et de multiples moyens à la disposition d'une petite minorité et la pauvreté, le chômage et les différentes privations à celle d'une grande majorité. Toutefois en Iran, le régime de la République islamique, qui s'est porté garant de l'ordre capitaliste, a donné, par ses politiques ultra réactionnaires, des dimensions effroyables aux calamités sociales. Les politiques économiques du régime et l'inexistence des droits des ouvriers, en ces 22 années de vie néfaste du régime islamique, ont causé un chômage de masses. Même selon les statistiques du régime, il y a maintenant le quart de la population active de l'Iran qui est au chômage. Tous les chômeurs, qui ne cessent d'être plus nombreux, ont faim. Des millions d'ouvriers et de travailleurs encore actifs ont un niveau de vie extrêmement bas. Le salaire réel des ouvriers a continuellement baissé depuis l'avènement de la République islamique. Les heures supplémentaires et un second boulot de 8 heures dans la journée ne peuvent plus garantir un minimum de niveau de vie décente à l'écrasante majorité des ouvriers. Le résultat en est que, toujours selon les statistiques officielles, 80% de la population d'Iran vivent en sous du seuil de pauvreté. Comment les millions de chômeurs et de pauvres mangent à leur faim? Il est clair qu'ils ne peuvent pas manger suffisamment, du pain et de l'eau est leur aliment principal. Ils n'ont pas de quoi se vêtir. Ils ne disposent pas de moyens de santé, de bien-être et des possibilités culturelles. Une importante partie de cette grande armée de pauvreté et de famine s'efforce de survivre par de petits boulots, par la vente

de tout ce qu'il reste de leurs biens ou par emprunter. Ce ne sont pas des solutions finales. Certains commencent à mendier, quelques uns se mettent à voler. Bref, ils font tout pour survivre. Ils ne sont pas peu nombreux ceux qui décident de se suicider. La toxicomanie en grande nombre, surtout chez les jeunes, est aussi la conséquence directe de la pauvreté et des restrictions sociales et politiques que le régime de la République islamique a imposé aux gens. Il y a des millions de toxicomanes. Les statistiques officielles en donnent le nombre de 2 millions. Ces statistiques ne sont certainement pas réelles, car il y a beaucoup de toxicomanes en Iran dont même leur famille n'est pas au courant. De plus, les sources statistiques du régime n'ont pas la possibilité de dénombrer ou d'estimer les toxicomanes des régions reculées du pays comme le Sistan et le Khorassan. La prostitution, plus importante que jamais, est aussi le résultat des politiques du régime. La première cause de la prostitution est bien évidemment la pauvreté et les conditions économiques. Des millions de personnes chômeuses ou affamées n'ont aucune ressource ou leurs ressources sont absolument insuffisantes. C'est dans ces conditions que de nombreuses femmes et jeunes filles se prostituent pour pouvoir survivre. Plus la situation matérielle des gens s'est dégradée sous la République islamique, plus le nombre des prostituées a augmenté. Un autre aspect de la prostitution est les restrictions imposées par le régime aux femmes ou les pressions exercées contre elles dans les milieux familiaux. La fugue des jeunes filles est devenue un phénomène général de la société iranienne. Les jeunes fuyardes deviennent souvent la proie des bandes qui les obligent de se prostituer. Il y a des bandes de criminels en Iran dont la principale activité est la vente des êtres humains (esclavagisme). Elles essayent de trouver des femmes et des jeunes filles affamées qui ont été rejetées de leur maison. Elles les vendent ensuite surtout aux émirats du Golfe persique. Il est clair que si la pauvreté et la famine n'étaient pas aussi graves qu'actuellement en Iran et si les différentes restrictions islamiques n'existaient pas, ces femmes et jeunes filles ne seraient pas dans la situation catastrophique où elles se trouvent maintenant. Il est évident que ce sont l'ordre capitaliste et son régime politique en Iran qui sont responsables de toutes les calamités sociales. La prostitution importante, surtout chez les jeunes filles, est devenue un tel problème de société iranienne que même les institutions officielles de l'Etat d'Allah commencent à en parler. Les responsables du régime ont décidé d'ouvrir un énième bureau pour lutter contre les calamités sociales par la répression. Nous savons que l'appareil judiciaire de la République islamique a exécuté des milliers de personnes pour avoir vendu ou consommé des stupéfiants. Il y a plus de 50 000 personnes en prison pour les mêmes délits sans que le problème soit résolu pour le moins du monde. Le nombre de toxicomane et la quantité de stupéfiants distribués ont augmenté d'année en année. Bien que les politiques judiciaires du régime, dans le domaine de la toxicomanie, aient échoué, il veut les employer pour lutter contre le vol et la prostitution. Le directeur du tribunal de Téhéran a annoncé que le chef du pouvoir judiciaire lui a ordonné de constituer une commission pour enquêter sur les fléaux sociaux. Cette commission serait composée des commandants des forces de l'ordre et des miliciens, du vice-ministre de la justice, du vice-ministre de la culture et de l'orientation islamique et de quelques autres responsables. Il a avoué que des bandes envoient des femmes et jeunes filles fugueuses dans d'autres pays. Il a dit que les responsables voudraient bien soit arrêter soit maîtriser les flux.

Comment les réactionnaires pourront-ils arrêter le phénomène de la prostitution qui résulte de la situation économique et des pressions sociales? L'appareil judiciaire du régime ne sait faire que des arrestations, condamnations, emprisonnements, flagellations, lapidations et exécutions. Il ne fera que continuer ces méthodes de répression. Il y aura donc plus de lapidations et d'exécutions. Bien que ces politiques ultra réactionnaires et inhumaines islamiques aient été pratiquées les années passées, sans avoir donné le moindre résultat. Tant que le chômage, la pauvreté, la famine et les différentes pressions et restrictions sociales et

politiques n'ont pas trouvé une issue sérieuse, la toxicomanie, la prostitution, les vols et d'autres crimes et délits existeront.

La République islamique n'a fait qu'accentuer les calamités et corruptions sociales. Elle ne pourra faire autrement. Ces problèmes seront résolus lorsque le chômage, la pauvreté, la famine, la répression, le despotisme et l'inexistence des droits des gens ne soient plus là, et ceci est impossible sans le renversement du régime de la République islamique et l'instauration de l'Etat des ouvriers et travailleurs d'Iran.

---

## Le régime de la République islamique est irréformable

Les événements politiques récents d'Iran ont une nouvelle fois donné raison à celles et ceux qui défendent la révolution pour les changements dont ce pays a besoin. Les faits ont pratiquement montré que sous la République islamique même les changements bourgeois - démocratiques doivent passer par une révolution. Cette réalité s'impose tellement que même les partisans des réformes se trouvant en dehors de l'Etat islamique, ceux qui avaient de grands espoirs dans les réformes, attendaient la transformation interne du régime et avaient compté sur Khatami et ses compères pour qu'ils fassent des miracles, avouent maintenant que les "réformes sont dans l'impasse", autrement dit, elles ont échoué. Ils essayent toutefois de justifier leur soutien à une faction de l'Etat islamique et de commenter superficiellement la raison de "l'échec des réformes". Certains disent que les "réformes" ont échoué car les "réformateurs" sont devenus conservateurs dès qu'ils se sont installés dans les organes du pouvoir. Certains autres disent que l'échec des réformes ou comme ils le disent "l'impasse" des réformes, a pour cause l'inorganisation des réformateurs et l'unité des conservateurs. Et finalement quelques autres disent que les réformes ont échoué parce que les réformateurs et conservateurs ont fait un compromis. Ce compromis aurait mis fin au projet des réformes et la faction dominante de la classe dirigeante a stabilisé, pour une nouvelle période, le régime de la République islamique.

Toutes ces prétentions superficielles ne font que camoufler l'échec des analyses réformistes et libérales - réformistes. De quel genre étaient les réformateurs qui sont devenus conservateurs dès qu'ils sont arrivés au pouvoir ? De quelle nature étaient les réformes dont le sort dépendait de la mauvaise coordination des partisans du « front du deux khordad » (le jour, selon le calendrier iranien, où Khatami a été « élu » président) ? Comment peut-on appeler les réformateurs et les réformes qui ont échoué par un compromis mais qui font durer, pour une nouvelle période, la République islamique ? La réalité était bien clair dès le début. Il n'était guère nécessaire d'attendre 4 ans pour que la présidence de Khatami soit mise à l'épreuve et rien ne change. Dès que Khatami s'est installé à son nouveau poste, il n'y avait aucun doute qu'il ne peut rien faire, même dans la limite de ses promesses électorales sans fondement. Il y a trois raisons principales pour l'échec des réformes de la faction de Khatami.

Premièrement: la structure de la République islamique est faite de telle sorte qu'elle refoule toute réforme. La République islamique est l'image du royaume de Dieu sur terre. Au regard religieux, Dieu est le commandant suprême, donc son représentant sur terre qui est appelé en République islamique valy - e - faghih est aussi celui qui ne doit rendre compte qu'à Dieu. Le valy - e - faghih n'est pas élu par les pécheurs que nous sommes. Il est désigné par les mollahs les plus réactionnaires, réunis au sein de l'Assemblée des experts. Tous les organes législatifs,

exécutifs et judiciaires sont, en République islamique, sous les ordres du valy - e - faghih, le guide suprême du régime. Les chefs des forces de répression, les chefs des armées, des appareils de sécurité et de justice sont directement désignés par le guide suprême. Il y a bien le président de la République et les députés de l'Assemblée islamique, le parlement iranien, qui sont élus au suffrage universel mais celles et ceux qui se portent candidats pour ces organes doivent être d'abord confirmés par le Conseil de surveillance dont les membres sont encore désignés par le guide suprême. De plus, c'est encore le guide suprême lui-même, le Conseil de surveillance et le Conseil de discernement du régime (dont ses membres sont encore désignés par le guide) qui donnent leur avis sur les lois votées par l'Assemblée. Les députés de l'Assemblée ne sont qu'une poignée de personnes inefficaces car ils sont tous passés par le filtre du Conseil de surveillance avant l'avis des urnes. Ils ne peuvent rien voter contre la volonté du guide suprême et de l'appareil clérical. Le Conseil de surveillance les contrôlent continuellement. Toutes les lois qui sont considérées contre la charria (les lois du Coran) sont soit annulées par le Conseil de surveillance soit par le Conseil de discernement. Dès que le guide suprême désire, il peut empêcher même la discussion des projets de loi. Le président de la République islamique passe aussi par le filtre du Conseil de surveillance. C'est ce dernier qui « autorise » les gens à « élire » un président parmi trois ou quatre personnes qu'il propose. Le président et son gouvernement ne peuvent pas fonctionner indépendamment. Les politiques du gouvernement doivent avoir l'accord préalable du Conseil de discernement et la bénédiction du guide suprême. Elles doivent ensuite aller à l'Assemblée. L'accord de la seule Assemblée n'est point suffisant pour que les politiques du gouvernement soient appliquées. C'est le Conseil de surveillance qui doit les confirmer en dernier. Il est donc clair que la structure de la République islamique rend les organes élus du régime totalement soumis aux ordres des organes non - élus comme le guide suprême et les institutions qu'il dirige. Il n'y a aucune place pour que les gens s'expriment sur les affaires du pays. Il faut rappeler que dans ce système despotique, l'inexistence des libertés politiques et même des droits démocratiques vont de paire avec l'existence du régime. Un tel système politique n'a aucune capacité de réformes. C'est pourquoi la moindre réforme est de suite sans objet.

Deuxièmement: il y a bien une force au sein de la classe dirigeante de la République islamique qui défend principalement les intérêts du clergé et de la bourgeoisie commerçante. Les intérêts de cette force du régime sont assurés seulement et seulement par un Etat religieux basé sur la vélayat - e - faghih, le règne absolu à vie du guide religieux suprême. Cette force soutient sans sourciller la continuation de la vélayat - e - faghih. Elle est donc contre toute réforme politique. Elle a la mainmise sur les instruments les plus principaux de l'appareil d'Etat par la bénédiction du guide suprême. Toutes les personnes désignées aux postes clé par le guide suprême de l'Etat islamique viennent de cette force-là. C'est bien elle qui domine en République islamique. Dès que Khatami est arrivé à la présidence et a exprimé sa volonté pour réduire des contradictions et crises en faveur de la bourgeoisie industrielle d'Iran, cette force a durement résisté. Etant donné que cette résistance s'appuie sur les organes principaux de l'appareil d'Etat, en particulier les organes militaires, elle ne peut être neutralisée que par l'effondrement de ceux-ci. Cela ne pouvait être fait par les « réformateurs étatiques ». L'une des raisons de leur échec est bien cela.

Troisièmement: la nature de la faction dite « réformatrice » n'a laissé aucun doute, et cela dès leur avènement, qu'ils ne sont même pas assez assidus pour réaliser leurs slogans qui auraient garanti leurs intérêts. Le front du deux khordad comprend d'un côté l'Association du clergé et des Reconstructeurs et de l'autre les Moudjahidin de la révolution islamique et le Front de la participation. Or, ce sont tous des groupes réactionnaires. Les groupes qui composent le front du khordad ont eu des rôles importants dans diverses institutions dès le début de la République islamique. Ils ne se distinguent point de l'autre faction du régime dès l'instant qu'il

s'agit de leurs intérêts de classe et de leur attachement à l'Etat religieux. Leurs différences sont quantitatives et se résument dans les tactiques. La différence principale entre les réformateurs et conservateurs est que les premiers ont bien compris que les politiques du régime ont échoué dans plusieurs domaines et il affronte une crise politique. Ils ont alors voulu des réformes superficielles du système politique afin de réduire les contradictions et de donner plus d'avantages à la bourgeoisie industrielle d'Iran. Ils n'ont pas réussi parce que justement ils sont pour le système politique actuel. De ce point de vue, les réformateurs ne sont que des conservateurs ! Leur conservatisme les a sans cesse poussé dans les bras de la faction adverse, car les réformateurs ont aussi peur du mouvement populaire. Le front du khordad a commencé de parler de réformes à un moment où la haine des gens contre tout le régime allait trouver l'issue dans une explosion gigantesque. Avant que les réformateurs arrivent, les gens demandaient la fin de tout le régime à chaque protestation. Le développement des mouvements de protestation a fait une peur telle aux réformateurs qu'ils ont préféré se mettre face à ceux-ci. Ainsi, après chaque mouvement populaire, les réformateurs ont reculé de plus en plus et retiré leurs slogans. Il était clair que des groupes comme l'Association du clergé, les Reconstructeurs, les Moudjahidin de la révolution islamique et d'ex-agents de la police politique et des pasdaran (gardien de la "révolution" islamique) ne pouvaient que se retrouver dans le camp de la réaction.

Bref, il était clair que ni la République islamique est réformable ni les soi-disant réformateurs sont de vrais réformateurs qui voudraient faire des réformes, au moins dans le cadre bourgeois du terme. L'expérience de ces quatre dernières années a montré une nouvelle fois que la moindre réforme passe forcément par une nouvelle révolution aboutissant au renversement de la République islamique en Iran. La révolution est la condition essentielle de tout changement en Iran. Les libéraux - réformistes et les groupes de gauche libérale renient ce besoin. Pour un temps, ils faisaient espérer que les réformes changeraient tout, maintenant ils disent que le compromis entre les réformateurs et conservateurs a fait échouer les réformes, mais stabiliser le régime pour une nouvelle période. Il paraît même que la crise politique était le produit des différends des factions du régime ! C'est une thèse beaucoup plus naïve pour pouvoir mettre la révolution et le renversement du régime en question. La crise n'était pas le résultat des contradictions des factions du régime. C'est le contraire, ce sont les querelles des factions qui sont des produits de la crise politique. La crise politique actuelle existait bien avant que Khatami arrive. Elle a commencé lorsque toutes les politiques de la République islamique ont échoué et lorsque les gens ont entrepris une lutte ouverte et directe contre le régime. C'est ainsi que la fracture de la classe dirigeante s'est aggravée et les Reconstructeurs ont apparu. La fracture et la crise politique se sont encore approfondies sous la présidence de Khatami. L'échec des « réformateurs étatiques » et leur compromis avec la faction adverse n'ont pas pu supprimer la crise, ils accentueront le processus de l'effondrement du régime. Toutes les contradictions qui ont causé la crise sont irrésolues. Les masses populaires ne peuvent plus supporter la situation actuelle. Les luttes populaires sont en train de monter partout en Iran. Bien que les factions du régime veuillent réduire la fracture existante entre elles, celle-ci sera encore plus grande. Le résultat de toutes ces contradictions, de l'accentuation de la crise politique et de l'instabilité existante, ne sera que l'effondrement du régime. Les évolutions ne vont pas vers plus de stabilité pour le régime, elles tendent vers une révolution pour anéantir le régime de la République islamique.

---

## Le monstre mangerait son rejeton

"Moi et les autres participants à la conférence de Berlin avons défendu le régime", ainsi s'est

exprimé plusieurs fois Akbar Gandji à son procès. La fondation Heinrich Böll a organisé une conférence à Berlin en avril 2000. Elle a invité plusieurs partisans de la République islamique à participer à cette conférence. Gandji a été jugé pour ce qu'il a dit au cours de cette conférence. Ce n'est pas la première fois qu'un défenseur du régime de la République islamique est jugé pour "avoir un discours contre le système". Il ne serait toutefois pas anodin d'étudier un peu ce procès. Car ce procès est une preuve flagrante que le régime de la République islamique ne tolère même pas une critique éthérée dans le cadre du système, n'a pas la prédisposition de laisser ses partisans exprimer leurs avis différents des idées officielles des dirigeants. En plus, ce procès a démontré qu'un partisan du régime comme Gandji ne prend finalement que des positions contre les opposants sérieux du régime. Personne, ni même les responsables du régime, n'ignorait que Gandji et ses compagnons ne font, à la rigueur, que défendre le régime réactionnaire en place. Quand le juge reproche à Gandji d'avoir fait des propagandes contre le régime à la conférence que les Verts allemands ont organisée à Berlin, Gandji nie et lui exige de lire ses écrits dans lesquels il demande "un Etat de droits". Gandji a dit clairement qu'il a participé à la conférence pour aider à montrer "la stabilité du régime". Il déclare au tribunal que cette conférence avait pour objectif de démontrer la stabilité du régime en Iran, c'est pourquoi les opposants sérieux étaient contre sa tenue. Il qualifie les opposants de "personnages sauvages", comme les dirigeants de la République islamique les appellent ainsi. Gandji a dit: "Nous, les invités, n'avons rien à avoir avec les slogans des personnages sauvages présents à cette conférence. Aucun orateur n'a applaudi les opposants." Monsieur le juge était bien entendu conscient de tout cela. Il accepte que ni Gandji ni les autres invités n'ont commis ce crime, des slogans contre le régime! Celui qui défend le régime ne peut pas en même temps lutter contre.

Est-il possible qu'un supposé défenseur soit d'accord par ses "idées" avec les "personnages sauvages"? Pour que le juge ne pense pas du tout à ce genre de chose, Gandji donne plus d'explication. Il a dit: "Nous n'étions pas en bonne position avec les opposants. Ils ne s'arrêtaient pas de me qualifier d'ancien tortionnaire et terroriste et moi je leur disais que ce sont eux les terroristes." Gandji demande ensuite au juge: "Est-ce cela veut dire être d'accord avec les opposants par les idées?" Ce n'est pas que Gandji qui a un tel avis sur les opposants, ce sont tous les défenseurs du régime islamique, entre autres la faction "réformatrice", qui considèrent les opposants comme terroristes et sauvages.

La population d'Iran a constaté deux décennies de massacre et de répression des opposants par toutes les factions du régime. Il est vrai que Gandji est allé à Berlin pour insinuer que la République islamique est réformable. Il a dû parler à son procès de sa "désaccord d'origine" avec les opposants du régime. Il a dit: "Les opposants présents à la conférence disaient que la République islamique n'est pas réformable par nature. J'ai précisé le contraire." Il prend en témoin la presse et les opposants.

On dirait que Gandji s'est tellement occupé de la défense du régime à son procès qu'il a fait abstraction de sa propre présence! Le sort de la presse en République islamique, dont parle Gandji, de ses responsables et journalistes, entre autres lui-même, est bien connu par tout le monde! Les opposants ne sont pas non plus tolérés par le régime. Le massacre des milliers de prisonniers politiques et les prisons pleines d'opposants, arrêtés pour leurs idées, en deux décennies de régime islamique sont ce que monsieur Gandji appelle la tolérance des opposants par la République islamique. Gandji, éduqué par le système actuel, parle de son désaccord avec les opposants alors que lui-même n'est plus toléré par le même système! Ce n'est pas toute la plaidoirie de Gandji. Il sait bien que le juge lui reproche plutôt ce qu'il a écrit sur les "assassinats en chaîne", dans lesquels des écrivains progressistes et des opposants ont été soit kidnappés et tués soit poignardés chez eux en automne 1998 par les agents de la police

politique. Gandji se met alors à défendre encore le régime en se référant à deux livres qu'il a rédigés sur les assassinats en chaîne. Il a dit: "Je n'ai jamais dit que le régime est responsable des assassinats en chaîne. J'ai bien écrit que c'est l'équipe de Saïd Emami qui en est la seule responsable."

Le verdict de ce tribunal réactionnaire n'est pas très important. Le verdict sera aussi réactionnaire que les deux protagonistes, Gandji et son juge qui défendent tous les deux le régime inhumain de la République islamique. Le procès de Gandji est une nouvelle preuve que ni l'Etat islamique est réformable, ni les "réformateurs" sont de véritables défenseurs de la liberté d'expression. Lorsqu'en automne 1998 plusieurs opposants ont été kidnappés et tués, le régime de la République islamique a dû avouer que des agents du ministère des renseignements ont commis ces crimes. L'on a alors arrêté des agents dont Saïd Emami. Peu temps après, ce dernier "s'est suicidé" à la prison! Gandji a dit à son procès qu'il ne suicidera jamais. Mais tout le monde sait que la République islamique est un régime impitoyable qui peut commettre toute sorte de crimes. Elle peut sacrifier ses propres rejetons. La République islamique est un monstre qui mangerait ses propres petits, cela peut arriver aussi à Akbar Gandji.

---

## Comment s'est passée la journée de l'étudiant?

Le 7 décembre est la journée de l'étudiant en Iran. Malgré toutes les difficultés et barrières imposées par le régime aux étudiants, ils ont bien célébré cette journée avec des rassemblements, meetings et réunion de prises de parole. Ils y ont exprimé leurs revendications politiques et syndicales. La République islamique, qui a eu l'expérience du grand mouvement étudiant du 9 juillet 1999, a interdit toute manifestation de célébration du 7 décembre. Le commandement des forces de l'ordre a prévenu que tout contrevenant sera puni "selon les règlements". La République islamique, sachant que le mouvement étudiant se radicalise très rapidement et dépasse les stries des organisations estudiantines dépendantes à ses propres factions, a même refusé la demande du Bureau de consolidation de l'unité, une organisation estudiantine proche de la faction de Khatami. Avant que n'arrive la journée du 7 décembre, le guide suprême, le président de la République islamique et les dirigeants du Bureau de consolidation de l'unité ont pris le soin de demander aux étudiants "tout débordement", "d'être raisonnables" et "de mettre la barre de la tolérance" au dessus de tout soupçon pour que "le calme de la société" soit préservé!

Tous ces efforts se sont faits pour récupérer la force du mouvement étudiant en faveur d'une faction du régime afin de réduire l'impact des contestations étudiantes. Le cabinet de la présidence de la République a invité les étudiants à participer à une réunion où Khatami lui-même prenait la parole. Le nombre de participants a été bien plus bas que les attentes du président. La moyenne des revendications du Bureau de consolidation de l'unité est aussi en sous de la moyenne des revendications radicales des étudiants. Malgré tout cela, celles et ceux qui ont participé à la réunion, où parlait Khatami, ont bien montré qu'ils dépassent largement les "réformateurs", entre autres Khatami et le Bureau de consolidation de l'unité.

Dès que Khatami a commencé à parler, tout le monde a su qu'il n'a pas grand-chose à dire. Il n'a rien dit de sa volonté de réaliser ses propres promesses. Il n'a guère soutenu les étudiants dans leurs revendications. Il n'a même plus fait de promesses!! Il a dit des généralités qui prouvaient davantage son incapacité et la continuation des répressions et de l'inexistence des droits que les étudiants réclament. Monsieur Khatami, chef des "réformateurs étatiques" et

l'architecte de la "société civile" (devenue depuis la "société prophétique"!!) n'a cessé de flatter l'Etat religieux basé sur l'islam. Khatami a démenti la rumeur de la réforme de la Constitution, en qualifiant ceux qui le demandent de traîtres. Quand des étudiants ont scandé "libérez les prisonniers politiques", Khatami leur a répondu: "De quels prisonniers politiques parlez-vous?" Il a ainsi nié l'existence de prisonniers politiques "non-coupables". Ainsi il n'a non seulement confirmé les actes de répression des appareils de sécurité et de justice du régime qui arrêtent, emprisonnent et torturent les étudiants et les autres opposants, mais en plus il a mis en question l'arrestation, l'emprisonnement et la torture de ses propres sympathisants et les journalistes qui le soutiennent.

Les étudiants, présents au discours de Khatami, n'étaient apparemment pas là pour entendre ce qu'il a à dire, car ils savent bien qu'il n'a plus rien à leur raconter! Des slogans contre des journaux de la faction du guide suprême du régime comme Ressalat et Keyhan ou encore la radio-télévision qui est dirigée par les agents du guide suprême s'entendaient dans la salle. De plus, des slogans comme "à bas la dictature, mort aux Taliban, les canon - les chars et les miliciens ne nous font plus peur" ont été, ce jour-là, les autres slogans des étudiants en présence du président "réformateur". Les étudiants n'avaient pas oublié les événements du 9 juillet 1999 et par leurs slogans liaient le mouvement étudiant au mouvement général des masses populaires.

Les étudiants de la plupart des grandes villes iraniennes ont aussi célébré la journée du 7 décembre, avec des rassemblements, manifestations, grèves et prises de paroles et cela malgré le désaccord et le contrôle des miliciens installées aux universités. Les étudiants de l'université Tabatabaï ont fait un rassemblement malgré l'opposition de la commission disciplinaire. L'université de l'industrie d'Ispahan a été la scène du soutien des étudiants aux journalistes emprisonnés. Les étudiants de l'université technologique de Téhéran avaient opté pour la même forme de protestation. Dans les universités des villes de Zandjan, de Chiraz, de Hamédan, de Tabriz, de Machhad, d'Oroumieh et de plusieurs autres villes les étudiants ont célébré la journée du 7 décembre au cours d'un rassemblement, d'une manifestation ou d'une réunion de prises de parole. Ils ont exigé, dans toutes les manifestations, la liberté d'expression et d'opinion ou encore la libération des prisonniers politiques, entre autres celle de leurs camarades arrêtés pendant le mouvement de juillet 1999. Les étudiants exigent la libération de celles et ceux qui sont en prison pour avoir exprimé leurs idées, la libération des écrivains, des journalistes et des artistes, la libération des gens qui sont emprisonnés pour avoir défendu les droits des ouvriers. Les étudiants veulent la liberté des militants kidnappés dans les usines et entreprises et envoyés dans les geôles du régime pour avoir osé défendre la liberté.

Le 7 décembre dernier, les étudiants ont, une nouvelle fois, brisé le mur du silence. Ils ont fait entendre leurs revendications. Ils se sont aperçus de plus en plus qu'il ne faut avoir aucun espoir dans les "réformateurs étatiques" et les organisations qui dépendent d'eux. Les étudiants ont de plus en plus compris que seules leurs associations et organisations ainsi que des protestations indépendantes des factions du régime peuvent faire pression au régime en ce qui concernent leurs revendications politiques et syndicales.

La présence du président "réformateur" de la République islamique à la réunion du 7 décembre et son insistance sur l'Etat religieux a été une nouvelle expérience pour les étudiants. Cette expérience leur a enseigné que l'Etat religieux que monsieur Khatami appelle la "démocratie religieuse" est en contradiction avec les libertés et la libération des prisonniers politiques qu'ils exigent. Elles ne sont possibles que par le renversement du régime islamique.